
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

Nº. C XXIII.

Du Mardi 3 Novembre 1789.

APRÈS la lecture du procès-verbal, l'ordre du jour rappelloit encore la discussion sur les biens ecclésiastiques.

Encore un principe constitutionnel à consacrer ; encore un pas vers la régénération de l'empire ; c'est ainsi que la nation cite devant son tribunal toutes les institutions, tous les abus. Après avoir détruit la distinction inconstitutionnelle des ordres, il étoit digne de sa sagesse de poser tous les principes qui pouvoient empêcher ces ordres de se reproduire, & l'aristocratie de renaître de ses cendres. Depuis plusieurs jours la grande question des propriétés ecclésiastiques avoit été débattue par des orateurs distingués ; les uns soutenoient que le clergé étoit propriétaire ; les autres, que les biens ecclésiastiques étoient une espèce de substitution ; ceux-ci donnoient la propriété aux églises, d'autres en formoient le patrimoine des pauvres ; l'un d'eux, sans accorder la propriété ni à la nation, ni au clergé, ne voyoit qu'un fonds consacré d'une manière invariable à une destination publique ; un dernier se retranchoit dans les titres & la possession de plusieurs siècles ; il n'eut pas été difficile de démontrer l'esprit de système, & peut-être l'espèce de contradiction qui pouvoit résulter de ces diverses opinions ; mais ne perdons pas de vue le simple principe que le pouvoir constituant devoit consacrer pour

Tome IV.

C

assurer la révolution ; pour sauver l'état en péril , & rappeler le clergé & ses richesses à leur véritable destination.

C'est sur ce principe que la discussion a été ouverte pour la dernière fois.

M. de Beaumés a soutenu d'abord que la nation n'étoit pas propriétaire ; il a essayé de le prouver par la logique suivante : « celui , disoit-il , qui n'est pas en possession a tout à prouver ; or , la nation n'est pas en possession ; elle n'a jamais touché ces revenus. Elle a imposé , donc elle n'est pas propriétaire. Elle a engagé le clergé à fournir des secours , des subsides extraordinaires , semblables aux dons gratuits des provinces , aux offres patriotiques des particuliers , donc elle n'étoit pas propriétaire. Elle a engagé ou autorisé le clergé à aliéner le fonds , à hypothéquer le revenu , donc elle n'est pas propriétaire. La nation n'a aucun acte de possession pour elle. Où sont donc ses titres , ses chartes , ses loix ? on n'en cite aucune où la nation soit nommée comme propriétaire ; au contraire , l'autorité publique y intervient comme protectrice & garante de l'acte de fondation ; or , celui qui garantit n'est pas le même que celui qui reçoit ; la nation n'a donc aucun titre de propriété. »

De cette proposition , M. de Beaumés passoit à celle-ci ; le clergé n'est pas propriétaire ; sa possession , quoique de plusieurs siècles , est précaire , comme l'existence de tous les corps ; ils sont l'ouvrage de la société qui peut les détruire ; ils ne sont donc pas propriétaires incommutables ; le clergé est de ce nombre ; il n'est que dépositaire & dispensateur des revenus.

A qui donc appartiennent les biens ecclésiastiques , disoit M. de Beaumés ? La nation assemblée à Wormes en 803 , déclare que faire des fondations , c'est dédier à l'Être suprême ; c'est donc soustraire le domaine à la propriété des hommes. *Quisquis ergo nostrum suas res ecclesia tradit , domino deo illas offert , atque dedicat & non alteri ;*

M. de Beaumés, après s'être jetté dans la métaphysique des principes qui ont fondé la société, & des motifs des fondations, a conclu à ce que la motion fût ajournée, jusqu'à ce que les administrations provinciales, étant organisées, puissent fournir à l'assemblée les informations nécessaires pour connoître leur vœu & leurs intérêts sur une matière dans laquelle elles n'ont pas donné leurs instructions.

M. la Poule a soutenu au contraire, « que la propriété devoit être déclarée en faveur de la nation. » Il a cité plusieurs textes de la morale évangélique, & l'on sent bien qu'il y a trouvé de quoi combattre la propriété & les richesses des apôtres du XVIII^e siècle.

« Il m'est spécialement enjoint par le cahier particulier de la ville d'Avesnes, disoit M. d'Arche, député du Hainaut, de demander que les biens du clergé soient vendus; il ajoutoit dans son opinion particulière, que tant qu'il seroit vrai que la nation peut changer, modifier, annuler les différens corps qui existent dans son sein; tant qu'il sera vrai que les biens qui appartiennent à ces corps dissous, ne peuvent former la propriété des individus qui les composent, il s'ensuivra que les biens du clergé n'appartenant plus à personne, seront à la disposition de la nation, qui pourra les employer à son gré à la plus grande utilité publique. Lors de l'application de ce principe, les députés de divers pays éclaireront votre sagesse, & les provinces belgiques, qui produisent au moins un dixième des revenus du clergé de France, vous offriront un tableau bien intéressant des biens du clergé. En attendant, je m'oppose à l'ajournement, & je demande de consacrer irrévocablement le grand principe que les biens du clergé appartiennent à la nation. »

Un député ecclésiastique de la même province, bailliage du Quesnoy, a réclamé contre la vente au nom de ses commettans, en convenant que la nation peut, comme souverain, prendre les biens du clergé pour en ordonner

l'emploi & la destination; mais que c'étoit un dépôt sacré dont la propriété n'appartient à personne, & auquel personne ne peut toucher. « Corrigeons les abus, mais ne détruisons pas, a-t-il ajouté; supprimons quelques maisons religieuses, éteignons les commandes & les bénéfices sans fonctions; faisons une répartition plus juste, puisque les uns ont tout & les autres n'ont rien; dotons en domaines territoriaux les cures dépourvues par l'abolition des dîmes; enrichissons les asiles de la charité, mais craignons, en trop élarguant les branches, de faire périr le tronc ».

Jusqu'à présent le plus grand nombre des orateurs avoit traité la question sous les rapports de la propriété, & d'après les faits de l'histoire & les traces d'une ancienne possession, il restoit à la considérer sous les rapports politiques, & à réfuter quelques faits relatifs aux anciens projets d'aliénation, & c'est ce que M. Chapelier a entrepris avec succès.

« Vous nous dites, s'écrioit-il, que ce système de propriété nationale a été souvent renouvelé & souvent pros crit, & vous tentez d'attacher à la publication de cette maxime patriotique des noms capables, selon vous, de la décréditer, & des punitions décernées contre ses partisans; mais n'est-ce pas le sort des maximes les plus saintes d'être proclamées par des bouches indignes d'elles. Un ministre, dites-vous, a été exilé pour une pareille proposition; cela m'atteste bien la faveur que le clergé a eue dans les cours, mais cela ne me prouve ni sa morale, ni sa propriété ».

« Le chancelier Duprat eut cet idée. On n'oseroit lui reprocher la vénalité des magistratures si, par sa voix, la nation eut entendu déclarer une propriété qui ne peut appartenir qu'à elle. La honte se tache qu'il avoit faite à sa mémoire seroit ainsi effacée. Ajouterai-je que M. Turgot a mis cette vérité au nombre de celles dont il a enrichi l'humanité. Le citer, c'est l'appeller en témoignage.

» Vous vous appuyez de capitulaires & de décrets d'états-généraux ; mais quel argument que celui qui oppose la volonté de la nation à une volonté postérieure ; c'est comme si l'on disoit qu'elle ne peut jamais changer ses loix, réformer les abus & supprimer les institutions vicieuses.

» Est-ce une autorité bien imposante que celle de deux capitulaires qui ont pour époque ces temps trop fameux où le clergé avoit sur la foiblesse & l'ignorance des peuples un si absorbant empire.

» Enfin, dans ces diètes nationales, la seule chose qui, étonne, c'est que quelque citoyen ait osé proposer la maxime ; mais comment auroit-elle été accueillie quand on délibéroit par ordre, & que le funeste *veto* étoit en vigueur ; quand il existoit deux grandes corporations qui avoient usurpé le droit de se placer à côté de la nation avec des intérêts particuliers, & de s'élever ainsi contre elle. Ce n'étoit pas alors l'instant de déclarer la propriété de la nation ; les assemblées n'étoient ni permanentes, ni périodiques ; elle s'assembloit, à des époques incertaines, par la volonté du roi ; quel danger de mettre à la disposition du prince & de ses ministres, une grande masse de biens qu'il auroit pu aliéner ou distribuer aux courtisans, ce qui auroit forcé le peuple de payer ensuite un impôt pour le culte ; si telle étoit encore notre situation ; je n'hésiterois pas à dire qu'il vaut mieux conserver ces biens à leurs possesseurs, que de courir un si funeste danger. Mais un nouvel ordre de choses est établi ; les assemblées nationales sont permanentes, & les impôts ne peuvent être créés que par les représentans du peuple ; placez donc dans votre constitution ce principe salutaire : nul corps, nul établissement ne pourront désormais posséder des biens territoriaux ; c'est à la nation d'en disposer ; c'est à elle à entretenir les corps, les établissemens dont elle a besoin.

« A qui appartient ce principe, si ce n'est à la constitution, & quand le consacrez vous, si ce n'est au moment que vous la formez. »

M. Chapelier a combattu ensuite l'objection du clergé; prise de ce que la faculté & le droit de faire des fondations, de bâtir une église, d'établir un monastère, sont des droits existans avant la loi; il a prouvé que les particuliers n'ont ni le droit, ni la faculté de créer des corps politiques & de leur donner des effets civils, ce qui est un droit exclusif de la nation.

Comme il ne s'agissoit pas d'examiner la question des biens ecclésiastiques, ni en finance, ni en administration, encore moins d'en discuter la régie ou l'emploi, l'orateur a examiné le principe sous les rapports politiques.

« La constitution réclame ce principe, a-t-il ajouté; elle n'est pas sage, elle est menacée, si le principe ne s'y trouve pas. Vous avez voulu proscrire les ordres; eh bien, si le clergé est déclaré propriétaire, les ordres ne sont pas détruits; ils conservent une existence séparée de la nation; vous jugez qu'il peut & doit exister dans l'état des corps indépendans de lui; vous jugez que la nation, quelque grevée qu'elle soit par une institution, ne peut ni la détruire ni la modifier; vous jugez qu'il y a une puissance supérieure à celle de la nation, & que des hommes établis par elle pour l'instruire & l'édifier, sont tellement séparés & indépendans d'elle, qu'il lui est impossible de les atteindre, de les réformer, de modérer des richesses qu'ils ne possèdent que comme salaires; vous jugez que le clergé peut former des assemblées de corps, & vous pouvez calculer ce dont vous menace une telle désorganisation du corps social; si vous les considérez comme propriétaires, ses assemblées deviennent plus que jamais indispensables d'après notre décret sur les dîmes. Voilà donc le clergé qui se constitue de plus fort, un corps, un ordre, séparé de vous, qui s'isole pour saisir le moment de vous combattre avec avantage, & de reprendre sa funeste existence politique; le voilà qui, avec les mille moyens qu'il a d'influer sur l'esprit du peuple, pourra attenter à la liberté qui lui nuit; à votre consti-

tution qui ne lui donne pas une place séparée comme autrefois, à votre bonheur qui est en contradiction avec son excessive richesse; qu'hésitons-nous donc à déclarer un principe évident dont la proclamation est nécessaire pour consommer, pour assurer un ouvrage qui nous a coûté tant d'efforts.

On vous offre des sacrifices; par quel bizarre renversement d'idées & de principes? Seroit-ce au clergé à alimenter, à protéger la nation? n'est-ce pas au contraire à elle, à nourrir & à défendre tous les établissemens qui lui sont utiles? Comment donneroit-il, s'il n'est qu'administrateur des deux tiers, & usufruitier de l'autre? Comment donneroit-il, s'il ne peut être un corps séparé de la nation? Ainsi la constitution est en danger, si le principe n'est déclaré. »

M. Chapelier est sans doute un de ceux qui ont vu toute la profondeur de la question agitée, & l'influence qu'elle pouvoit avoir sur le salut de l'état.

M. Lanjuinais a demandé inutilement la parole; & l'assemblée a désiré d'aller aux voix; la discussion ayant été fermée, un des secrétaires a fait lecture des différentes motions & des amendemens. MM. de Casalès & Dupont demandoient qu'on allât aux voix seulement sur le principe, & que les amendemens fussent ajournés comme n'étant que de simples conséquences.

M. Malouet adoptoit le principe que les biens du clergé sont une propriété nationale, en ce qu'ils appartiennent au culte public & aux pauvres de la nation.

Ces débats minutieux étoient faits au milieu du tumulte; il eût été facile d'observer que le culte public & l'entretien des pauvres sont des charges publiques, & non des propriétés.

Quelques membres réclamoient encore la parole, & des bruits confus se font faits entendre pour que la discussion fût encore continuée; mais M. de Mirabeau a fait la lecture de sa motion, tendante à déclarer la pro-

priété en faveur de la nation. Quelques personnes ont paru desirer que l'on substituât au mot *propriété* celui de *disposition*, présenté dans la motion de M. Darche. M. de Mirabeau a relu sa motion, après y avoir inséré ces mots, *sont à la disposition de la nation*.

On est allé aux voix pour savoir si l'on vouloit faire l'appel nominal sur la motion qu'on venoit de lire.

Le bruit ayant redoublé a empêché l'appel nominal pendant quelque temps ; il a été commencé vers les quatre heures, & le résultat des voix a été de 568 pour le décret suivant ; 346 contre, & 40 personnes *sans avis*.

M. le président a annoncé ce résultat vers les cinq heures & demi, & il a prononcé le décret suivant aux grands applaudissemens de toutes les galeries.

L'assemblée nationale déclare :

1°. Que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir, d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres & au soulagement des pauvres, sous la surveillance & l'inspection des provinces.

2°. Que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne puisse être assuré aux dotations des cures moins de douze cents livres par année, non compris le jardin & dépendances.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement a fini au cent-vingtième numéro, sont priés de renouveler ; & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire ; au Palais-Royal, N°. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.